



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service de l'Environnement  
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Arras, le **23 JUIL. 2021**

**RECEPISSE DE DECLARATION  
CONCERNANT LA CREATION D'UN FORAGE  
sur le territoire de la commune de BERLES-AU-BOIS**

**SCEA LES FIEFS, la SCEA BRASSART et le GAEC FERME DES LOGES,**

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Edouard GAYET, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais à compter du 15 juin 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-60-40 du 15 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Edouard GAYET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement reçue le 08 juin 2021, présentée par la SCEA LES FIEFS, la SCEA BRASSART et le GAEC FERME DES LOGES, enregistrée sous le n° 62-2021-00189 et relative à la réalisation d'un sondage de recherche d'eau pour la création d'un forage sur la commune de BERLES-AU-BOIS ;

VU l'accusé de réception de la déclaration délivré le 14 juin 2021 ;

**Donne récépissé à : SCEA LES FIEFS, siégeant 1 rue d'Arras à BERLES-AU-BOIS (62123), la SCEA BRASSART siégeant 7 rue de la haute borne à BERLES-AU-BOIS (62123) et du GAEC FERME DES LOGES siégeant 23 rue d'en Haut à BASSEUX (62123) de leur déclaration concernant la réalisation d'un sondage de recherche d'eau sur la commune de BERLES-AU-BOIS, en vue de créer un forage pour l'irrigation de leurs cultures.**

L'ouvrage constitutif de ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. La rubrique concernée de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement est la suivante :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003

**Les déclarants peuvent débiter leur opération dès réception du présent récépissé et devront respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.**

**Lors des essais de pompage un suivi de la nappe sera réalisé avec l'accord du propriétaire, dans le forage référencé à la Banque du Sous-Sol (BSS) sous le numéro :**

- **BBS 000DGTV-00352X0051/F2**

**Si les résultats des essais de pompage venaient à prouver que les pompages réalisés dans le futur ouvrage présentent une quelconque incidence sur les ouvrages avoisinants, il sera demandé de réduire le volume horaire de prélèvement de ce nouvel ouvrage voire de l'abandonner. Il reviendra au déclarant ensuite de combler l'ouvrage dans les règles de l'art si son exploitation ne peut être envisagée.**

**Ces essais de pompage devront être joints au dossier technique accompagnant le rapport de fin de travaux.**

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de BERLES-AU-BOIS où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, ainsi qu'à la CLE du SAGE SCARPE AMONT pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code, ou par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de BERLES-AU-BOIS ;

2° Par les déclarants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Service de l'Environnement en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux, ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas les déclarants de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation

Pour le Directeur Départemental des  
territoires et de la Mer  
Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives à la création de forage.





**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
et de la mer du Pas-de-Calais**

Service de l'Environnement  
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

**SCEA LES FIEFS – SCEA  
BRASSART – GAEC FERMES  
DES LOGES**

**BERLES-AU-BOIS**

**Plan de situation**



